

gouvernement fédéral ne prend pas bientôt une mesure complémentaire en modifiant les taxes imposées en vertu du Programme énergétique national, les conditions redeviendront ce qu'elles étaient auparavant.

Je le répète, ces entreprises ont accumulé d'énormes dettes au cours de l'année dernière. De nombreuses petites sociétés canadiennes forent des puits et en assurent l'entretien pour le compte d'entreprises pétrolières et ne tirent guère de revenu des redevances. C'est ainsi que les sociétés qui sont au bord de la faillite et qui licencient des employés ne seront pas très avantagées par la diminution des redevances. Il faut que le secteur pétrolier bénéficie de stimulants supplémentaires. Je suppose qu'on en inclura certains dans le Programme d'encouragements pétroliers, mais il faudra en prévoir bien davantage, surtout à cause de la baisse de la consommation et du cours mondial du pétrole. Il faut aussi se rappeler qu'il existe à l'heure actuelle en Alberta et en Saskatchewan d'énormes quantités de pétrole et de gaz inexploitées parce que prisonnières dans des puits bouchés. Il faut venir en aide à certaines sociétés sur le plan fiscal si nous voulons atténuer certains des maux de l'industrie pétrolière. Il s'agit de sociétés canadiennes à 100 pour 100. Ce sont des sociétés locales situées en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique et pourtant, elles sont traitées par-dessous la jambe par un gouvernement fédéral qui prétend, par ses mesures, promouvoir la canadienisation de ce secteur: Cela fait ressortir la grave contradiction entre les objectifs du Programme énergétique national et ses résultats concrets. Le gouvernement doit sérieusement envisager certains changements afin de permettre à ces petites entreprises de reprendre du poil de la bête et de recommencer à produire.

Wilfred Gobert de Peters and Co. Ltd. de Calgary déclare ce qui suit:

Le crédit d'impôt sur les redevances provinciales, à effet rétroactif, les paiements imminents d'encouragements pétroliers par l'Alberta et les offres de livraison ou de paiement du gaz par la TransCanada PipeLines Ltd de Calgary sont autant de sources supplémentaires de revenus pour le secteur pétrolier cette année.

Comme d'autres analystes cependant, il compte que les sociétés se serviront des fonds supplémentaires d'abord pour rembourser leurs dettes avant d'engager de nouvelles dépenses de prospection et de développement. M. Gobert ajoute:

Il se pourrait que les modifications aux redevances apportées par l'Alberta marquent la fin du marasme dans les investissements des prospection et de développement, qui ont diminué de 25 p. 100 jusqu'à cette année. Nous sommes peut-être dans le creux de la vague.

Il se pourrait que nous remontions la pente dans le domaine de la prospection et du développement et que les mauvais jours soient finis.

Il lui faudra un nouvel élan, qui ne peut venir que du gouvernement national, sous forme de réduction des taxes exorbitantes.

Nous nous ressentons du ralentissement dans ce secteur. Nous commençons à le sentir plus que jamais depuis l'avènement, il y a un an et demi, du Programme énergétique national. Les recettes en espèces des grandes sociétés ont baissé de 25 à 40 p. 100. Il n'y a pas que les travailleurs qui soient atteints par les compressions; les cadres le sont aussi. Gulf, Turbo Resources et Dome petroleum ont mis à pied plus de 1,150 personnes la semaine dernière. Petro-Canada est aussi en difficulté et se voit dans l'obligation de se défaire d'une partie de son personnel. Les sociétés vont aussi devoir toutes affronter la montagne de paperasse que créent les projets de loi à l'étude

#### *Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi*

et la comptabilité supplémentaire que leur infligent les programmes fédéraux et provinciaux.

Il était intéressant d'entendre le représentant au Congrès américain John D. Dingell déclarer que cette année plus de 12 p. 100 de la prospection pétrolière et gazière aux États-Unis sera effectuée par des sociétés canadiennes, dont un grand nombre sont de ma région, qui là-bas emploient des travailleurs et utilisent du matériel pour effectuer des travaux qu'elles sont allées entreprendre aux États-Unis au lieu d'ici. Si l'on en juge par ce qui s'est produit par le passé, elles ne reviendront pas au Canada tant que le gouvernement n'aura pas modifié sa politique. Bref, la politique gouvernementale produit exactement l'effet opposé au but recherché. Cette politique s'est déjà révélée parfaitement préjudiciable à l'économie canadienne, puisqu'elle fait fuir les capitaux et affaiblit le dollar canadien. Ce représentant du Congrès américain trouve au Programme énergétique national les mêmes effets que nous, de ce côté-ci de la Chambre, lui trouvons. Les Américains récoltent les fruits de notre expertise et de nos activités de forage.

● (1550)

Nous n'étions pas les propriétaires de l'industrie pétrolière lorsque le Programme énergétique national est entré en vigueur, mais nous avions les moyens de la contrôler. Nous sommes maintenant nombreux à nous demander pourquoi nous n'avons pas alors utilisé les moyens dont nous disposions pour adopter une politique fiscale qui nous aurait permis d'investir les capitaux abondants tirés de cette industrie pour stimuler les petites sociétés pétrolières et lancer des mégaprojets canadiens. Ceux-ci, à leur tour, auraient créé des emplois et des profits inattendus pour des milliers de sociétés et de travailleurs canadiens. Au lieu de cela, le ministre a de toute évidence préféré prendre un risque lorsqu'il a établi le Programme énergétique national. Ce risque, celui de détourner des fonds des provinces des Prairies, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, afin de fournir les stimulants nécessaires aux projets dans le Nord, dans les terres du Canada et sur la côte de l'Atlantique, n'aurait pas dû anéantir l'industrie qui fournissait, d'autre part, du travail, du pétrole et du gaz au Canada. Ce risque ne devait pas forcément nous assurer l'autarcie pétrolière d'ici à 1990.

Le naufrage tragique de l'*Ocean Ranger* dans l'Atlantique a retardé les travaux de forage dans cette région. L'optimisme que nombre d'entre nous manifestaient au sujet de la mer de Beaufort s'est révélé vain après des essais qui ont duré des années. Les puits qui étaient censés produire environ 30,000 barils par jour n'en a produit que 3,000. Nous estimons encore qu'il y a dans ces régions des gisements importants de pétrole et de gaz que nous devrions nous efforcer d'exploiter, mais nous ne pouvons pas, par ailleurs, anéantir une industrie qui a connu de si grands succès au Canada durant de nombreuses années.

Il faut résoudre les difficultés avec lesquelles ces compagnies sont aux prises. Nous avons à l'heure actuelle en Alberta des gisements inexploités de pétrole qui représentent environ 220,000 barils de pétrole brut par jour. Pourquoi ce pétrole est-il inexploité à l'heure actuelle? Le gouvernement fédéral a si bien su négocier l'achat de pétrole étranger que nous importons actuellement du pétrole brut du Mexique et d'ailleurs à un prix qui nous oblige à mettre nos puits en veilleuse. Cela suscite des problèmes de liquidités aux sociétés pétrolières en